



Vœux Pierre Bédier

Haras de Jardy

Discours de Monsieur Pierre Bédier
Président du Conseil Départemental des Yvelines

Mardi 12 janvier 2016

Le paradoxe de cette sorte de cérémonie de vœux est de devoir y formuler des souhaits, en sachant qu'ils sont impossibles à satisfaire.

C'est le cas de mon premier vœu : que la France se porte mieux ; économiquement et socialement bien sûr, mais aussi et surtout au regard de son unité.

Au-delà des conflits dans lesquels notre pays est engagé, des épreuves cruelles qui le frappent comme prix de cet engagement et de l'émotion que suscitent ces drames, la question posée est celle de notre unité. De l'unité de notre peuple et de notre Nation dans ce siècle tourmenté,



dans ce monde dont la globalisation nous semble immaîtrisable.

A cette question existentielle - qu'est-ce que la France aujourd'hui et que voulons-nous qu'elle soit demain ? - on ne peut se contenter de répondre par l'invocation des incontestables valeurs de la République ou par l'évocation tout aussi incantatoire de ces notions molles dont on nous rabat les oreilles : le bien vivre ensemble, le respect de nos différences, l'art de vivre à la française, etc. etc...

Aussi, mon premier vœu sera que cette France aimée retrouve une ambition commune qui est la seule façon de souder un peuple, comme l'Histoire nous l'a appris.

Une ambition qui doit se nommer sans fausse honte : celle d'être à nouveau une puissance qui compte parce qu'elle en a les attributs réels et non les seules apparences ou le passé glorieux.

Une puissance économique au premier chef parce tout commence par la création de richesses, les autres attributs de la puissance en découlent.

Mais pour que ce premier vœu ait quelques chances de se réaliser, il faut, mon cher Patrick, immédiatement en formuler un second :

que ceux qui nous gouvernent prennent conscience, enfin, de la réalité et qu'ils reviennent sur leurs erreurs de diagnostic.

La France n'est pas malade de son organisation administrative comme on a essayé de nous le faire croire en faisant de ce prétendu mille-feuille territorial la source de tous nos maux.

La France est malade d'une dépense publique échappant à tout contrôle depuis des décennies et d'un système de protection sociale qui est aussi coûteux

qu'inefficace. Notre pays consacre plus de 57 % de toutes les richesses qu'il crée à la dépense publique. Pourtant tous nos grands services publics - l'éducation, l'armée, la justice, la police, le service de l'emploi, l'hôpital public - fonctionnent dans des conditions qui sont loin de satisfaire ni leurs bénéficiaires, ni leurs acteurs. On fait reproche aux Français de vouloir moins d'impôts et davantage de service public. Pourtant cette opinion loin d'être contradictoire n'est que l'expression de la sagesse et du bon sens du peuple. C'est lui qui a raison : les gestionnaires publics à tous les niveaux ne sont pas là que pour faire des économies en rabaissant l'ambition du service public ; ils sont élus ou nommés pour faire mieux avec moins.

Notre système de protection sociale est inefficace. Il représente 32 % de la richesse nationale, sept points de PIB au-dessus de la moyenne des pays développés, c'est à dire 140

milliards d'euros de plus, chaque année, qui pourraient être consacrés au désendettement, à la compétitivité et à l'amélioration des services publics essentiels. Il faut cesser d'encenser ce « modèle social » qui n'est ni efficace ni juste pour retrouver plutôt l'esprit des fondateurs du fameux Conseil National de la Résistance, qui avait fondé notre système sur un principe simple : l'efficacité économique au service de la justice sociale car lorsque la protection sociale devient source de paralysie économique, non seulement il n'y a plus de justice sociale mais il y a, au bout du chemin, la certitude de la banqueroute qui s'accompagne toujours d'une catastrophe sociale où ce sont les plus humbles payent bien entendu un prix plus élevé que les autres. N'est-ce pas déjà cela que nous avons sous les yeux quand nous regardons notre pays tel qu'il est et non tel que nous le voudrions ?

Le premier vœu, celui de l'ambition retrouvée, qui a appelé le second, celui de la lucidité nécessaire sur l'état de notre pays et ses causes, appelle le troisième, celui qui nous rassemble plus particulièrement ce soir. Il est celui d'une action déterminée des responsables publics qui partagent mon propos. Nous ne sommes pas élus pour commenter, nous sommes élus pour agir et si, avec mon homologue voisin et surtout ami, Patrick DEVEDJIAN, nous vous avons conviés ce soir à cette cérémonie de vœux commune, c'est d'abord pour vous exposer notre volonté d'action.

Notre conviction est que la réunion de nos collectivités apportera une contribution concrète à la construction du Grand Paris qui doit être un outil territorial au service du développement économique donc du progrès social.

Cette belle idée, enjeu territorial certes mais d'importance nationale, s'est hélas embourbée, comme tu l'as

rappelé Patrick, dans les marécages des ambitions les plus politiciennes ! Pensez qu'après beaucoup de bruit, la métropole nouvelle, créée et, de mon point de vue mort-née, disposera d'un budget initial de 60 millions d'euros. C'est le montant du budget de fonctionnement de la ville de Mantes-la-Jolie, commune qui m'est chère entre toutes mais dont ma seule présence au Conseil municipal ne pourrait justifier qu'on la qualifiât de métropole...

La différence, entre ce vœu et ceux qui l'ont précédés, c'est que la réalisation de ce troisième vœu, cher Patrick, dépend largement de notre propre volonté.

Nous sommes déterminés à ce que l'union de nos deux départements, soit le puissant moteur économique dont la métropole parisienne, qui ne peut être, chère Valérie, autre chose que l'ensemble de l'Ile-de-France, que cette métropole parisienne doit disposer, si elle ne veut pas être une

carrosserie sans moteur et donc une carrosserie qui rouillerait sur place. Certes, Paris aurait eu toute la légitimité à être ce moteur : mais entre fêtes et pistes cyclables, budgets sociaux à l'explosion, ambition économique en berne et égoïsme territorial, la capitale de la France s'ankylose.

Naturellement cette étroite association de nos deux départements se réalisera en harmonie avec les autres départements et surtout avec l'institution régionale qui a vocation à équilibrer le jeu des territoires. Elle devra veiller à ouvrir des opportunités nouvelles à toutes les parties de ce nouvel ensemble.

En regroupant nos forces et nos ressources nous nous donnerons les moyens de cette ambition. Dans l'union nous trouverons plus aisément une alternative à cette politique gouvernementale de gribouilles qui, de baisse de dotations en baisse de dotations, échoue à maîtriser le déficit de l'Etat, met

en panne l'investissement public, provoquant par là-même la hausse du chômage et des coûts sociaux et *in-fine* générant encore plus de déficit public et de dettes !

Notre feuille de route est simple : d'une part, mutualiser pour économiser et, d'autre part, investir ces économies dans le développement économique, préalable indispensable à l'action sociale.

Notre calendrier est aussi simple : c'est tout de suite !

Dès le 5 février nous proposerons à nos assemblées respectives de créer un outil commun, prévu par la loi, un Établissement Public Interdépartemental que, pour ma part, je souhaite voir présider par Patrick DEVEDJIAN et dont tous les conseillers départementaux des deux départements, seront administrateurs, naturellement bénévoles.

Cet établissement se verra confier immédiatement une série de projets concrets et significatifs : d'abord le rapprochement de nos services d'entretien routier et d'archéologie, le lancement d'un projet d'établissement d'accueil pour les personnes atteintes d'handicap psychique et qui en préfigurera d'autres, et surtout la fusion de nos sociétés d'économie mixte d'aménagement territorial qui formeront ainsi un outil pour proposer aux collectivités qui le souhaiteraient dans nos deux départements, comme ailleurs en Ile-de-France, l'assistance d'un aménageur public puissant qui serait, lui, à leur service et non pas à la botte d'un État dont les initiatives en la matière, messieurs les Préfets avec tout le respect que nous vous devons, sont loin d'être toujours convaincantes. Bien d'autres initiatives sont en cours d'étude et trouveront une traduction concrète dans les semaines et les mois à venir.

Nous partagerons aussi nos actions en matière de transports en commun ou de développement de l'attractivité de l'axe Seine qui nous réunit, afin de peser d'un poids plus important dans les projets dont l'échelle dépasse celle de nos départements.

Nous engagerons aussi un travail, peu spectaculaire, mais, ô combien essentiel, consistant à rapprocher nos systèmes de gestion et nos systèmes d'information, afin que nos administrations utilisent des outils communs qui faciliteront leur coopération et permettront la recherche d'économies utiles.

Ce travail devra porter ses fruits et cette action commune que nous allons développer prouvera, en particulier, sa capacité à apporter des réponses satisfaisantes à toutes les parties de notre territoire, ce que je crois profondément, et au premier chef, je veux y insister ici, pour

nous Yvelinois dans notre spécificité, à nos territoires ruraux qui sont notre principale différence avec le territoire alto séquanais, ainsi bien entendu qu'aux territoires urbains en difficulté que nous partageons, et se posera à ce moment-là la question de la fusion qui n'est pas taboue, loin s'en faut.

En nous engageant dans cette voie, Patrick DEVEDJIAN et moi-même, avec le soutien de nos majorités départementales, et, nous l'espérons et le souhaitons, l'adhésion des élus de notre bloc communal, nous voulons faire la démonstration par l'exemple de la capacité des élus territoriaux à incarner l'intérêt général en apportant une contribution utile à l'impératif du redressement national que chaque citoyen appelle de ses vœux.

Ces vœux, mes chers collègues, mes chers amis, ne peuvent s'entendre sans un ultime et dernier : une bonne santé à tous ! Car nous aurons besoin de vous tous, de votre



énergie, de votre enthousiasme, de votre intelligence pour
parvenir à nos fins. Bonne Année, Vive 2016, Vive l'alliance
des Hauts-de-Seine et des Yvelines !